

ADMINISTRATION

Les 32.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat n'ont pas été compensées par des créations équivalentes à l'hôpital et dans les collectivités locales l'an dernier. Pour ces derniers, la progression des emplois a très nettement ralenti, selon des données publiées aujourd'hui.

Pour la première fois, l'emploi dans la fonction publique a nettement reculé en 2011

C'est une rupture historique. En 2011, l'emploi dans la fonction publique a nettement reculé, selon des premières données publiées séparément. Ce n'est pas nouveau pour l'Etat, qui supprime environ 30.000 postes de fonctionnaires chaque année depuis 2008 (voir graphique). Mais, jusqu'à présent, ces suppressions étaient plus que compensées par les créations de postes au sein des hôpitaux et des collectivités locales. Ainsi, le rapport annuel de la fonction publique publié l'an dernier faisait état de 5.600 créations au total en 2009 (dernière année consolidée disponible), à 5,3 millions d'emplois (+ 0,1 %). Le rapport recensait 35.000 créations dans les collectivités (+ 2 %).

Ce n'est plus le cas en 2011 : l'emploi dans les hôpitaux (+ 0,4 %) et les collectivités (+ 0,3 %) s'est en effet quasiment stabilisé, selon des données dévoilées aujourd'hui par l'Acoss. Au total, le bilan net s'établirait donc à un peu plus de 20.000 emplois de moins dans la fonction publique, selon des calculs des « Echos » qui ne sont cependant pas exhaustifs et qui pourront être corrigés en fonction d'éventuels changements de périmètre. Mais la tendance est indiscutable.

32.000 POSTES SUPPRIMÉS AU SEIN DE L'ÉTAT

Dans son rapport sur l'exécution du budget 2011 de l'Etat, la Cour des comptes a montré que la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite avait été strictement respectée l'an dernier, en dépit d'un nombre de départs un peu plus élevé que prévu. En équivalent temps plein travaillé (ETPT), les suppressions de postes auront atteint 31.992 en 2011 (contre 31.538 prévues) pour

64.283 départs constatés (contre 62.421 initialement prévus). Soit un ratio de non-remplacement de 49,8 %. En 2010, le nombre de suppressions de postes avait atteint 31.200.

Par ailleurs, la règle du « un sur deux » a commencé de s'appliquer aux 560 opérateurs de l'Etat (Météo-France, CNRS, musées, universités, etc.), dont une partie des emplois sont désormais plafonnés dans le budget. Alors que certains ministères (celui de la Culture, notamment) avaient par le passé compensé des suppressions de postes dans leur budget par des transferts vers les opérateurs. Selon la Cour des comptes, les emplois sous plafond des opérateurs auraient reculé, à 142.203 équivalent temps plein l'an dernier (- 2.636 postes).

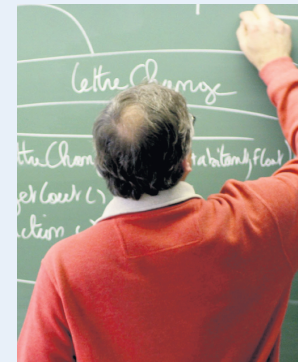
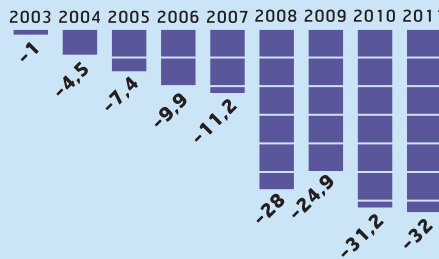
À L'HÔPITAL, LES EFFECTIFS NE PROGRESSENT PRESQUE PLUS

Quatre années de contrainte budgétaire renforcée ont fait leur effet. L'emploi dans le secteur public hospitalier n'a progressé que de 0,4 % l'an dernier (+ 0,5 % avec les maisons de retraite, voir graphique), selon les chiffres publiés aujourd'hui par l'Acoss. Les 1.200 hôpitaux publics comptaient près de 1,1 million de salariés en 2011, environ 4.000 de plus qu'en 2010. Jamais une hausse aussi faible n'avait été enregistrée depuis 2000, année où l'Acoss a commencé à suivre cet indicateur. Le salaire moyen dans le secteur public de la santé ayant augmenté de 1,4 %, la masse salariale versée par les établissements a crû de 1,8 %.

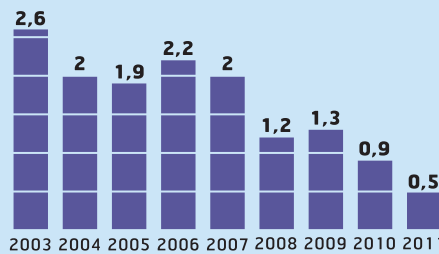
Ces chiffres ne recourent pas ceux de la Fédération hospitalière de France (FHF), qui fait état d'un recul des effectifs depuis 2009, alors

L'EMPLOI DU SECTEUR PUBLIC

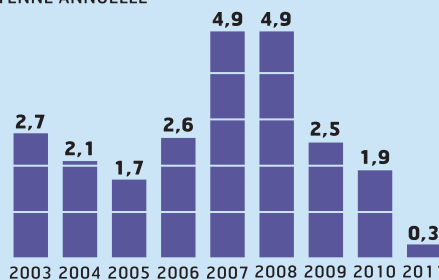
LES SUPPRESSIONS DE POSTES DE FONCTIONNAIRES EN MILLIERS DE POSTES ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP)



L'ÉVOLUTION DANS LA SANTÉ ET L'ACTION SOCIALE EN % MOYENNE ANNUELLE



L'ÉVOLUTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE EN % MOYENNE ANNUELLE



que l'Acoss a enregistré une hausse tous les ans. Comment expliquer cette différence ? Probablement parce que l'Acoss retrace le nombre de cotisants, alors que la FHF comptabilise les postes en équivalent temps plein. La tendance, en tout cas, est la même, et elle inquiète d'autant plus le monde hospitalier que l'activité augmente de près de 3 % par an. Dans les cliniques, le ralentissement est marqué égale-

20.000

Les suppressions d'emplois publics en 2011, selon de premières estimations.

ment, mais les effectifs progressent plus vite que dans le public : + 1 % dans le privé lucratif, + 1,7 % dans le privé associatif.

RECUL DE L'EMPLOI DANS LES COMMUNES

Au total, les effectifs des collectivités ont progressé de 0,3 % en 2011 (+ 6.000 environ), à 1,995 million d'emplois, soit six fois moins vite qu'en 2010 (+ 1,8 %), selon l'Acoss. Pour la première fois depuis au moins dix ans, l'emploi dans les communes a même baissé de 0,4 %, à 1,305 million d'emplois, après une progression de 0,8 % en 2010. Dans les départements et régions, les effectifs progressent de 0,7 %, contre + 3,8 % en 2010. Dans les autres structures (intercommunalités, notamment), la hausse est ramenée à 2,5 % en 2011. Ces évolutions sont notamment liées au gel répété des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

V. C. J. CH. ET E. L.